



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 10 NOV. 2022**

portant prescriptions complémentaires à la société FULCHIRON Alsace  
pour la remise en état de la carrière de Haguenau

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) du livre V et les articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 08 août 1995 autorisant le défrichement de bois situés sur le territoire de la commune de Haguenau ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 autorisant la société FRIEDRICH Sablières de Quartz à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sable sur le territoire de la commune de Haguenau ;
- VU** l'arrêté du 12 mai 2017 portant transfert de l'autorisation d'exploiter la carrière et les autres installations classées situées à Haguenau ;
- VU** le porter à connaissance transmis par lettre du 17 janvier 2022 par la société FULCHIRON Alsace et mis à jour le 27 juin 2022 ;
- VU** l'avis technique de la mission déchets de la région Grand Est transmis par courriel du 22 mars 2022 ;
- VU** l'avis de la commission locale de l'eau du SAGE Ill-Nappe-Rhin du 14 avril 2022 ;
- VU** l'extrait d'avis du conseil municipal de Haguenau n° 2022-CM-016 ;
- VU** le courriel de l'office national des forêts (ONF) du 04 août 2022 relatif aux modalités de remise en état de la carrière de Haguenau ;
- VU** la lettre du 13 septembre 2022 relative au projet d'arrêté portant prescriptions complémentaires ;

- VU** les courriels du 22 et du 27 septembre 2022 de la société FULCHIRON Alsace relatif aux observations sur le projet d'arrêté ;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 09 août 2022 et du 25 octobre 2022 ;

**CONSIDÉRANT** les modifications d'installations réalisées ou prévues et déclarées par la société FULCHIRON Alsace et notamment :

- la modification de la nature des matériaux utilisés pour effectuer la remise en état ;
- la modification de la cote maximale de remblaiement ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté du 29 décembre 2010 susvisé prévoit, dans le cadre de la remise en état de la carrière, le remblaiement de l'excavation avec des matériaux du site jusqu'aux cotes 126 à 130 m NGF ; que l'arrêté ministériel du 08 août 1995 susvisé autorise le défrichement de la parcelle boisée n° 150 sous réserve du réaménagement du site après exploitation de la carrière sous le contrôle de l'ONF ;

**CONSIDÉRANT** que la quantité de matériaux disponible sur le site n'est pas suffisante pour assurer la remise en état de la carrière conformément à ces dispositions ; qu'en conséquence seul l'accueil de matériaux extérieurs permet d'atteindre cet objectif ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant met en œuvre des dispositions adaptées visant à prévenir les risques associés à l'accueil de matériaux inertes extérieurs ;

**CONSIDÉRANT** qu'afin d'assurer un remblaiement minimal compatible avec un usage sylvicole, il convient d'assurer prioritairement le remblaiement des zones en eau ; que les zones actuellement en eau sont situées à une cote inférieure à 128 m NGF ; que le dossier présenté par l'exploitant précise que la cote des hautes eaux est de 131 m NGF ; qu'en conséquence, il convient d'utiliser prioritairement les matériaux naturels pour remblayer les zones en eau, puis les zones situées sous la cote 131 m NGF avant d'envisager des dépôts de tels matériaux au-delà de la cote 131 m NGF ;

**CONSIDÉRANT** que le schéma départemental des carrières du Bas-Rhin précise que *«le remblayage des carrières en eau ne doit pas entraîner d'impact sur la qualité des eaux souterraines ni augmenter la vulnérabilité de la nappe. La nature des matériaux et les conditions de remblayage doivent être compatibles avec les objectifs du SDAGE d'atteinte du bon état des eaux souterraines, du SAGE III-Nappe-Rhin «eau potable en tout point de la nappe d'ici à 2020» et que «Mise à part l'utilisation de matériaux en provenance du site (stériles d'exploitation), le remblayage des carrières en eau est interdit. Seules des dérogations, dans le cadre de l'autorisation d'exploiter et pour la remise en état, liées à des problèmes de sécurité, par exemple pour la stabilité des berges ou aux dispositions contribuant au réaménagement écologique (aménagement de zones de haut fond, réaménagement de berges...) pourront être accordées et permettre l'utilisation de matériaux naturels extérieurs à la carrière en eau» ; que par extension, les zones de battement de nappe ne peuvent être remblayées qu'avec des matériaux naturels ;*

**CONSIDÉRANT** que le SAGE III-Nappe-Rhin précise que *«Conformément aux schémas départementaux des carrières du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, le remblai des carrières en eau avec des matériaux inertes d'origine extérieure au site est interdit ; seules des exceptions pourront être accordées pour des matériaux naturels inertes au regard d'enjeux de sécurité ou de restauration écologique » ;*

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant envisage le remblaiement de la carrière avec des matériaux non naturels à partir de la cote 128 m NGF ; que le dossier précise que la cote des plus hautes eaux est évaluée à la cote 131 m NGF ; qu'en conséquence, le projet prévoit le remblaiement de matériaux non naturels dans des zones susceptibles d'être concernées par le battement de

nappe; que ces travaux ne sont pas compatibles avec les dispositions du schéma départemental des carrières ;

**CONSIDÉRANT** que la commission locale de l'eau, dans son avis susvisé, a indiqué qu'à défaut de la mise en œuvre d'un scénario de réaménagement du site sans remblaiement par des déchets inertes, elle demande notamment la mise en place d'une analyse systématique des matériaux apportés dans la carrière sur les paramètres réglementaires, mais également sur les teneurs en produits phytosanitaires, afin que tout risque d'atteinte à la qualité des eaux souterraines soit écarté ; que l'analyse des produits phytosanitaires n'apparaît pas pertinente dans ce contexte ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté du 09 février 2004 modifié susvisé définit la surface S2 comme « *valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découverte et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état* » ; que lors de la phase 1, l'ensemble des terrains (soit 11,6 ha), moins la surface technique, est susceptible d'être considéré comme surface S2 compte tenu du phasage présenté ; que le calcul du montant des garanties financières tel que présenté dans le dossier n'est pas cohérent par rapport aux plans de phasage associés ; que la surface des infrastructures situées à l'est n'a pas été prise en compte par l'exploitant dans le calcul du montant des garanties financières ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier prévoit, dans le cadre de la remise en état, la mise en place d'une couverture finale d'environ 40 cm de terres végétales ; que l'ONF estime que cette épaisseur n'est pas suffisante pour reconstituer un milieu forestier si les terres végétales sont déposées sur des déchets ; que l'ONF suggère notamment, pour sécuriser la reprise sylvicole, de baisser la cote prévue pour la remise en état pour ne recourir qu'à des matériaux naturels, d'augmenter l'épaisseur de terres constituant le sol forestier ; qu'en conséquence, en l'état l'apport de matériaux extérieurs autres que des matériaux naturels n'est pas adapté ;

**CONSIDÉRANT** que compte tenu des éléments exposés ci-dessus la demande de la société FULCHIRON Alsace ne constitue pas une modification substantielle de l'installation au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement, sous réserve d'un remblaiement avec des matériaux naturels ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient, en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement et en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, de modifier et de compléter les prescriptions applicables à l'exploitation du site afin de prendre en compte les modifications précitées ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a fait part de ses observations sur le projet d'arrêté présenté par courriels des 22 et 27 septembre 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que, par courriel du 22 septembre, l'exploitant a proposé le remblaiement jusqu'à la cote 131,5 m NGF avec des matériaux inertes naturels, puis avec des matériaux inertes non naturels entre les cotes 131,5 m NGF et «-1,20 m par rapport à la cote finale de remblaiement» et enfin avec des matériaux inertes naturels jusqu'à la cote finale ; qu'il justifie cette proposition par le fait que l'espace racinaire dont a besoin un arbre varie entre 0,50 m et 1,20 m de profondeur selon les espèces ; que ces affirmations ne sont pas justifiées et qu'aucun avis technique du gestionnaire des terrains (ONF) n'est joint ;

**CONSIDÉRANT** que, par courriel du 22 septembre, l'exploitant a proposé d'autres montants pour les garanties financières ; que par courriel du 27 septembre 2022, l'exploitant est revenu sur ses propositions ;

**CONSIDÉRANT** que les autres observations formulées par courriel du 22 septembre ne remettent pas significativement en cause les prescriptions proposées et qu'elles sont recevables ;

**SUR PROPOSITION** du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : OBJET

La société FULCHIRON Alsace, dont le siège social est situé RN419 à Soufflenheim (67620), ci-après dénommée «l'exploitant», se conforme aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de la carrière et des installations de traitement des matériaux situées à la même adresse.

### Article 2 : MISE À JOUR DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ DU 29 DÉCEMBRE 2010

#### 2.1 Matériaux admis pour le remblaiement

Les dispositions de l'article 16 de l'arrêté du 29 décembre 2010 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

«Le site est remblayé avec les déchets inertes et avec les terres non polluées de la carrière et avec les matériaux extérieurs suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets de construction et démolition	17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse (à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés)
Déchets municipaux	20 02 02	Terres et pierres (provenant uniquement de jardins et de parc à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe)

(Codes déchet - Annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement)

Les déchets reçus sont non dangereux et inertes.

De la terre végétale est également accueillie et stockée sur le site en vue de la remise en état finale».

#### 2.2 Garanties financières

Les dispositions de l'article 31.1 de l'arrêté du 29 décembre 2010 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

«La remise en état est réalisée conformément au phasage prévu par le présent arrêté.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune des périodes est de :

Période	Montant en euros (TTC)
De 2022 à 2027	612753
De 2027 à 2028	435954

L'indice de référence TP01 utilisé est de 124,7 valeur de mars 2022. Le taux de TVA applicable au moment du calcul du montant est 0,2.

L'exploitant adresse à la préfecture du Bas-Rhin, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'original du document qui atteste de la constitution de garanties financières. Ce document est conforme à un modèle qui figure en annexe à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

### 2.3 Surveillance des eaux souterraines

Les dispositions de l'article 28.2 de l'arrêté du 29 décembre 2010 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

*«Un contrôle de la qualité des eaux est réalisé deux fois par an, en périodes de hautes et basses eaux.*

*Le réseau de surveillance comporte un piézomètre en amont et deux piézomètres implantés en aval proche du secteur remblayé.*

*Les piézomètres implantés en aval permettent une surveillance au moins jusqu'à la cote 120 m NGF.*

Les analyses portent sur les paramètres suivants :

Paramètre	Code Sandre
pH	1302
Conductivité	1303
DCO	1314
Hydrocarbures totaux	7009
Indice phénols	1440
Fluorures	7073
Chlorures	1337
Sulfates	1338
Baryum	1396
Cadmium	1388
Chrome	1389
Cuivre	1392
Mercure	1387
Molybdène	1395
Nickel	1386
Etain	1380
Selenium	1385
Zinc	1383
Arsenic	1369
Plomb	1382
Carbone Organique Total	1841
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	5918
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	7431
Hydrocarbures aromatiques polycycliques	7088
Nitrates	1340

Le niveau piézométrique des ouvrages de surveillance est relevé à chaque prélèvement d'échantillon.

Une carte des courbes isopièzes est établie à chaque campagne de prélèvement.

Les résultats des analyses, accompagnés de commentaires pertinents, sont communiqués à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception».

### 2.4 Phasage de remise en état

Les dispositions du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 30 de l'arrêté du 29 décembre 2010 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

*«La remise en état est accomplie selon les plans joints en annexe I du présent arrêté, complétés par les modalités suivantes :*

- L'exploitant assure dans un premier temps un remblaiement de toutes les zones en eau jusqu'à la cote 128 m NGF ;
- Par la suite, le remblaiement est réalisé d'ouest en est par casiers successifs ;
- Le remblaiement des zones en eau est réalisé, sauf impossibilité technique préalablement justifiée, d'aval en amont hydraulique.

## 2.5 Dispositions de remise en état du site

Les dispositions du 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 30 de l'arrêté du 29 décembre 2010 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Sans préjudice des dispositions prévues dans l'étude d'impact et dans les dossiers de modification ultérieurs, la remise en état est réalisée conformément au plan joint en annexe II du présent arrêté et conduite dans le respect des prescriptions suivantes :

- mise en sécurité ;
- démantèlement des installations fixes ou mobiles, matériels et stockages ;
- remblaiement de l'excavation jusqu'aux cotes maximales 133 m NGF à l'est à 135,5 m NGF à l'ouest ;
- talutage des éventuels fronts résiduels arrivés en position limite suivant une pente inférieure à 2/1 (2 m horizontaux pour 1 m vertical) ;
- les terres végétales sont régaliées sur les remblais sur environ 40 cm d'épaisseur.

## 2.6 Conservation de la biodiversité et des espèces protégées

Les dispositions de l'article 28.3 de l'arrêté du 29 décembre 2010 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

### « Mesures d'évitement et de réduction »

L'exploitant met en œuvre des dispositions adaptées visant à prévenir toute incidence de son activité sur les amphibiens lors des travaux de remblaiement et notamment les mesures suivantes :

- La mare 6 est asséchée entre novembre et début février ;
- Les mares, ornières et bassins présents dans la partie est du périmètre de la carrière et des installations de traitement des matériaux sont préservés et entretenus si nécessaire ;
- Si nécessaire, les pistes et les zones de travaux sont aplanies et nivelées préalablement à la période de reproduction des amphibiens qui court de début mars à fin août.
- Au cours de la période de reproduction des amphibiens, soit entre début mars et fin août, les pistes et zones de travaux sont inspectées avant leur entretien. Si des reproductions sont observées dans une zone susceptible d'être impactée par l'exploitation ou la circulation des engins, la zone est mise en défens et il est interdit aux engins d'y circuler ;
- Les mares et ornières aménagées pour l'accueil des espèces sont entretenues en dehors de la période d'activité des espèces. Les mares et ornières aménagées sont signalées à la DREAL.

## Suivi

L'exploitant assure un suivi annuel des populations d'amphibiens présentes sur le site.

Le dispositif consiste à :

- suivre l'évolution de la population des espèces protégées recensées et à vérifier la présence éventuelle d'espèces protégées historiquement présentes ou de nouvelles espèces, par des inventaires diurnes, crépusculaires et nocturnes ;
- vérifier la réalisation des mesures de réduction, de compensation, d'accompagnement et de réaménagement prévues ;
- évaluer l'efficacité des mesures mises en place de manière à y apporter des ajustements, le cas échéant.

Les résultats du suivi seront transcrits dans un rapport qui comportera a minima une liste des espèces rencontrées (en plus des espèces cibles), une cartographie d'occupation de l'espace par ces espèces, une évaluation des populations en place, la localisation des espèces présentes, une évaluation de

*l'efficacité des mesures mises en place. Les critères d'évaluation sont définis avant le 1<sup>er</sup> rapport de suivi et précisés dans le rapport.*

*En cas d'insuffisance des mesures mises en œuvre, des mesures correctrices sont apportées par l'exploitant afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées ; la préfète est préalablement informée des mesures correctrices proposées.*

*Le suivi donne lieu à un rapport transmis à la DREAL au plus tard le 31 janvier de l'année n+1.*

#### Espèces exotiques envahissantes

*Dans le cadre du suivi écologique, il est également vérifié l'absence d'espèces exotiques envahissantes. Le cas échéant, des mesures de gestion adaptées sont proposées dans le rapport de suivi et mises en œuvre par l'exploitant. Leur mise en œuvre fait l'objet d'un suivi pour vérifier l'efficacité des mesures».*

### **Article 3 : PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES**

#### 3.1 Accueil de matériaux extérieurs

Les matériaux extérieurs sont accueillis sur le site dans les limites suivantes :

- au total, 1 298 275 tonnes (753 000 m<sup>3</sup>) sont accueillies sur le site pour sa remise en état ;
- en moyenne 200 000 tonnes par an ;
- au maximum 300 000 tonnes par an ;
- au maximum 259 655 tonnes (150 600 m<sup>3</sup>) d'argiles au total ;
- 18 000 m<sup>3</sup> de terres végétales.

L'accueil des matériaux extérieurs nécessaires à la remise en état de la carrière est réalisé conformément aux dispositions des arrêtés du 22 septembre 1994 et du 12 décembre 2014 susvisés.

Pour le remblaiement des terrains jusqu'à la cote 131 m NGF, chaque lot de déchets admis fait l'objet d'analyses visant à vérifier la conformité des déchets aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé. Les résultats des analyses sont annexés au document préalable établi en vue de l'acceptation des déchets.

Au-delà de la cote 131 m NGF, des analyses sont réalisées toutes les 10 000 tonnes de matériaux accueillis.

Pour les matériaux provenant d'Allemagne, l'exploitant s'assure par des analyses, en préalable à l'accueil des matériaux sur le site, qu'ils sont conformes aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé. Les résultats des analyses sont annexés au document préalable établi en vue de l'acceptation des déchets.

#### 3.2 Modalités de remblaiement

##### 3.2.1 Principes généraux

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Un compactage des matériaux mis en remblais est réalisé à cet effet autant que de besoin.

Le déversement direct de la benne des camions est interdit en absence du personnel chargé du contrôle.

##### 3.2.2 Remblaiement en eau

Les matériaux sont déposés dans une zone prévue à cet effet en bord de fosse.

Une fois déchargés et acceptés, les matériaux inertes sont poussés dans la fosse d'extraction à l'aide d'un chargeur ou d'un bouteur depuis l'aire de dépotage.

### 3.2.3 Plan de carroyage

L'exploitant met en place un carroyage de 50 mètres par 50 mètres. Une segmentation verticale est également mise en place entre la cote 131 m NGF et la cote maximale de remblaiement.

Le plan de carroyage permet de localiser, dans chaque casier, les lots de matériaux inertes déposés. La référence du casier est mentionnée sur le registre prévu à l'article 9 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé.

Des bornes fixes matérialisent les limites des casiers. Au cours du chantier, le maillage est délimité par un dispositif adapté permettant de visualiser chaque secteur de remblaiement pour les parties en eau et hors d'eau.

La cote 131 m NGF est matérialisée par des repères situés au niveau de la zone de chantier.

Le plan est mis à jour une fois par an.

### 3.2.4 Mise en remblai des argiles

Les argiles sont remblayées sous forme de bancs discontinus (ou en partie sommitale).

## 3.3 Divers

### 3.3.1 Gestion des eaux pluviales

Des fossés sont créés en périphérie du remblai et reliés au fossé creusé au nord du site, dont l'exutoire est le bassin d'eau claire.

Les fossés sont déplacés si nécessaire au cours de l'avancement des travaux et ils sont régulièrement contrôlés.

Avant que le bassin d'eau claire ne soit totalement comblé, un nouveau bassin est creusé le long de la limite nord à la cote 126 m NGF pour collecter les eaux de ruissellement issues du remblai. Il est séparé des terrains réaménagés et rétrocédés au nord-est par un talus d'un mètre de hauteur.

### 3.3.2 Kits antipollution

Les engins sont équipés en permanence de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants.

## Article 4 : MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

### 4.1 : MESURES DE PUBLICITÉ

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

### 4.2 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.



#### 4.3 : EXÉCUTION

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société FULCHIRON Alsace,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- au maire de Haguenau.

Pour la Préfète, par délégation  
le Secrétaire Général



**Mathieu DUHAMEL**

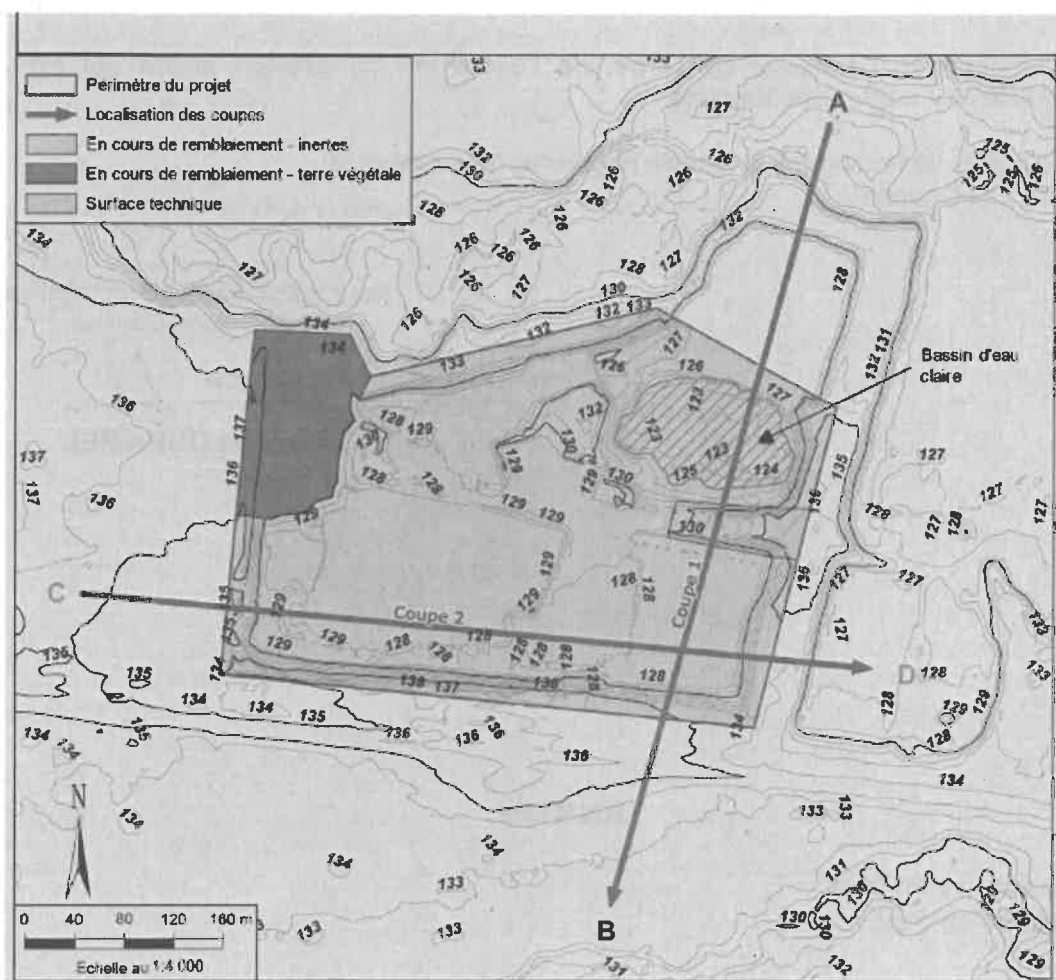
#### ANNEXE

**I. Phasage de remise en état**

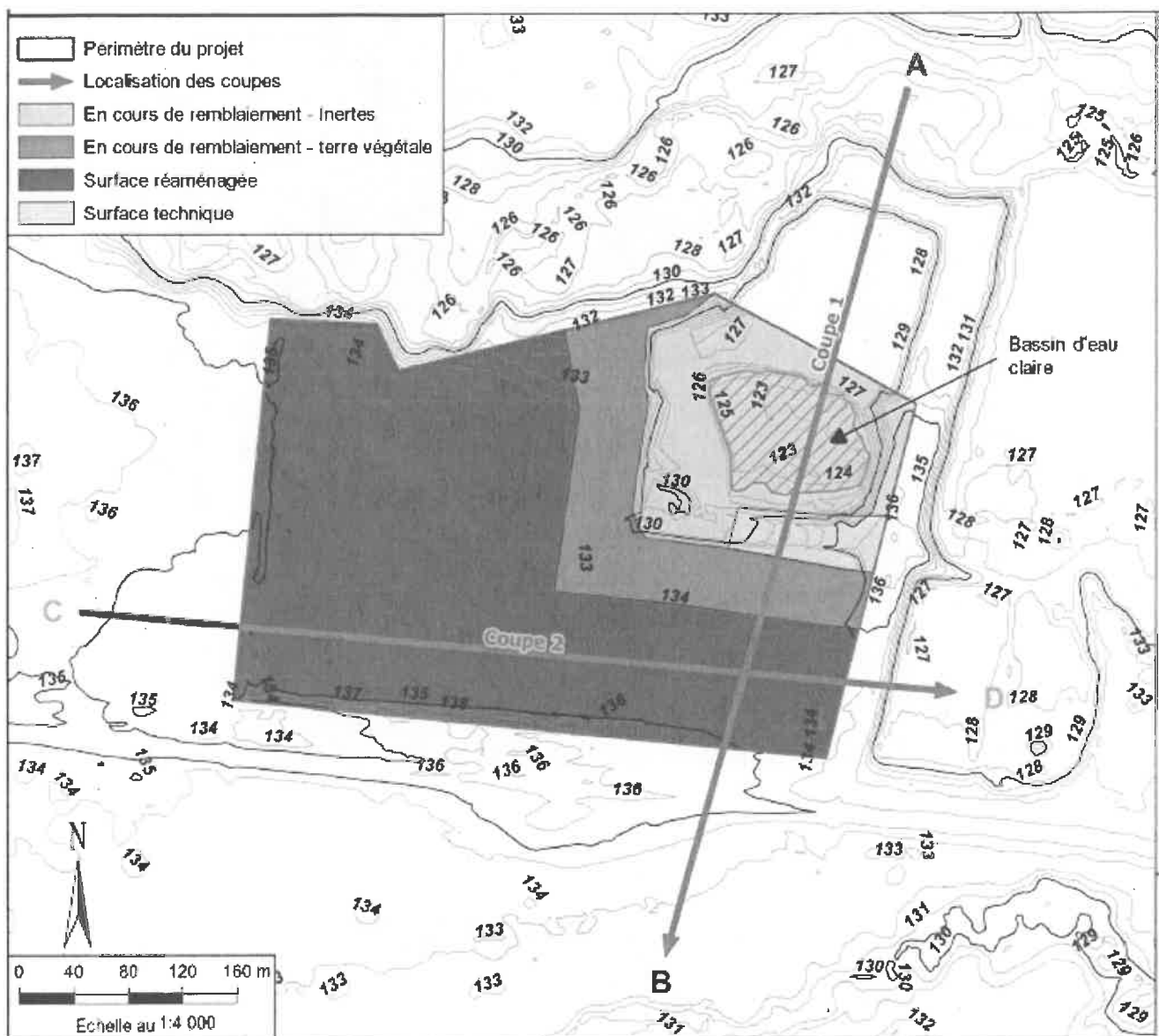
**II. Plan de remise en état**

## I. Phasage de remise en état

### Phase 1 : T0 à T+5



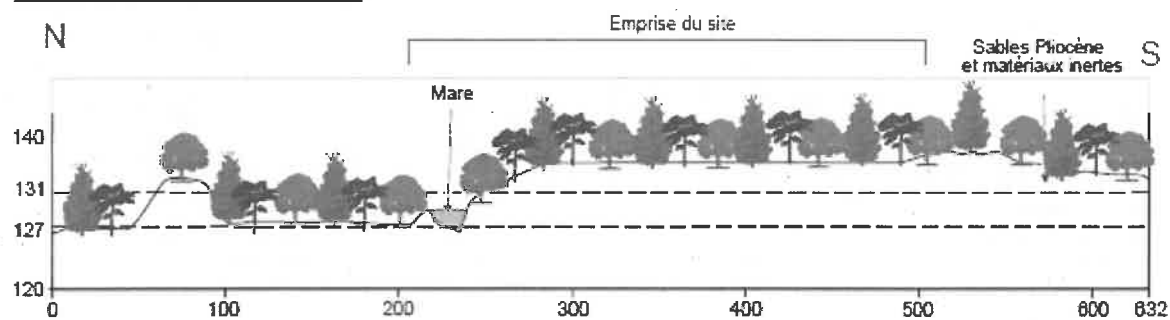
## Phase 2 : T+5 à T+7



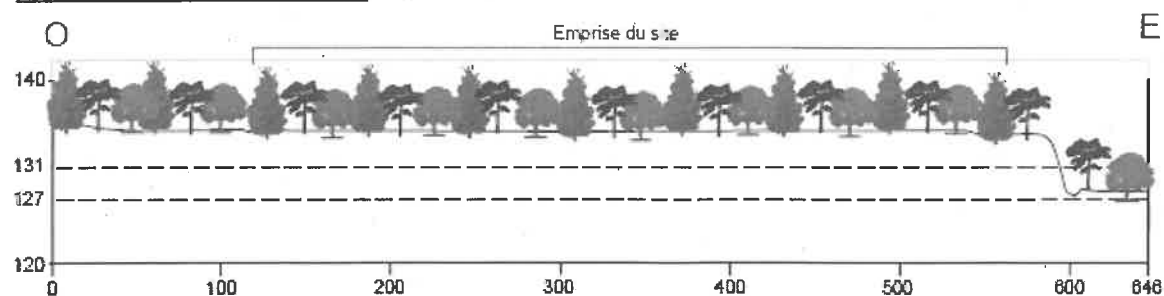
## II. Plan de remise en état Partie ouest



Coupe topographique Nord-Sud



Coupe topographique Est-Ouest



	<p>FULCHIRON Alsace - Carrière de sables de Soufflenheim (67) Porteur A Connaissance de Modification des Conditions de Réaménagement</p> <p><b>Projet de réaménagement final du site (T0 + 6,5 ans)</b> Sources : FULCHIRON Alsace / GeoPlusEnvironnement</p>	<p>Figure 20</p>
--	---	------------------

## Partie est

